

**CHRISTOPHE PETITJEAN**  
EXPERT-COMPTABLE DIPLÔMÉ  
INSCRIT AU TABLEAU DE LA RÉGION GRAND EST

COMMISSAIRE AUX COMPTES  
MEMBRE DE LA COMPAGNIE RÉGIONALE EST

-----  
29, Boulevard de la Rochelle  
55000 BAR LE DUC  
-----

TEL : 03 29 79 04 42  
MAIL : [cpetitjean@fidurex.fr](mailto:cpetitjean@fidurex.fr)

## **RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS**

**Exercice clos le 31 décembre 2023**

## **ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE LANGRES**

**11, rue des Platanes  
52000 CHAUMONT**

Au Conseil d'Administration de l'Association Diocésaine de LANGRES

### **Opinion**

En exécution de la mission qui m'a été confiée par votre Conseil d'Administration, j'ai effectué l'audit des comptes annuels de l'Association Diocésaine de LANGRES relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Je certifie que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

CP

## **Fondement de l'opinion**

### ***Référentiel d'audit***

J'ai effectué mon audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. J'estime que les éléments que j'ai collectés sont suffisants et appropriés pour fonder mon opinion.

Les responsabilités qui m'incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

### ***Indépendance***

J'ai réalisé ma mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2023 à la date d'émission de mon rapport.

## **Justification des appréciations**

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de mes appréciations, je porte à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon mon jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Ainsi, je porte à votre connaissance la note de l'annexe annuelle précisant notamment :

- Les règles et méthodes comptables applicables des legs et successions ainsi que leur présentation dans le compte de résultat et dans le bilan ;
- La prise en compte dans les présents comptes annuels des contributions volontaires en nature ;
- Le traitement comptable des immobilisations et des amortissements ;
- L'addition des comptes en provenance des différents services et entités résultant du droit canon (paroisses et doyennés). A cet égard, un de mes axes de contrôle a consisté à m'assurer par sondage de la prise en compte de l'ensemble de ces unités comptables autonomes et à la vérification de l'annulation des opérations réciproques entre ces entités.

Dans le cadre de mon appréciation des règles et principes comptables suivis par votre association, j'ai vérifié le caractère approprié des méthodes comptables précisées ci-dessus et des informations fournies dans les notes de l'annexe et je me suis assuré de leur correcte application.

Sur la base des éléments disponibles à ce jour, j'ai procédé à l'appréciation des approches retenues par l'association décrites dans l'annexe et mis en œuvre des tests pour vérifier par sondage l'application de ces méthodes concernant :

- L'évaluation des fonds dédiés et reportés
- Le traitement des immobilisations et des amortissements conformément à la législation en vigueur
- Et, le respect de la doctrine comptable pour la comptabilisation des legs.

De plus, en complément des diligences mises en œuvre pour m'assurer, par sondage, du respect des procédures recommandées par l'Association Diocésaine de LANGRES dans les paroisses, je me suis assuré de la qualité des documents comptables communiqués par les paroisses et des contrôles mis en œuvre par les services administratifs de la curie diocésaine.

Ces travaux n'ont pas révélé d'anomalies susceptibles de remettre en cause le traitement comptable adopté.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de mon opinion exprimée ci-avant. Je n'exprime pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

### **Vérifications spécifiques**

J'ai également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Je n'ai pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de l'économe diocésain et dans les autres documents adressés aux membres de l'assemblée générale et du Conseil d'Administration sur la situation financière et les comptes annuels.

### **Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement de l'association relatives aux comptes annuels**

Il appartient à la direction et à la gouvernance d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction et à la gouvernance d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

### **Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels**

Il m'appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Mon objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives.

L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative.

Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, ma mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Une description plus détaillée de mes responsabilités de commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels figure dans l'annexe du présent rapport et en fait partie intégrante.

Fait à Bar le Duc, le 12 juin 2024

A handwritten signature in blue ink, consisting of several fluid, overlapping loops and strokes, positioned above the printed name.

**Christophe PETITJEAN**  
**Commissaire aux comptes**

# ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE LANGRES

11, rue des Platanes  
52200 CHAUMONT

## Description détaillée des responsabilités du commissaire aux comptes

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Bar-le-Duc le 12 juin 2024

A blue ink signature, appearing to read 'Christophe PETITJEAN', is written over a large, light blue oval background.

**Christophe PETITJEAN**  
**Commissaire aux comptes**



## ETATS DE SYNTHESE

Période du 01/01/2023 Au 31/12/2023

Période N-1 du 01/01/2022 Au 31/12/2022

## BILAN

## COMPTE DE RESULTAT

Imprimé le 25/06/2024 17:43:53

**BILAN ACTIF**

EXERCICE : Du 01/01/2023 Au 31/12/2023

Période N-1 du 01/01/2022 Au  
31/12/2022

	BRUT	Prov./Amort	NET	NET N-1
<b>ACTIF IMMOBILISE</b>				
<b>Immobilisation Incorporelles</b>				
Concessions, brevets et droits similaires	24 591,25	24 591,25	0,00	
Immobilisations incorporelles en cours				9 900,80
<b>Immobilisations corporelles</b>				
Terrains	285 257,30		285 257,30	285 257,30
Constructions	5 119 376,24	3 496 381,97	1 622 994,27	1 563 998,24
Installations Techniques, mat. outillages Industriels	324 861,75	259 547,02	65 314,73	49 991,00
Immobilisations corporelles en cours	17 319,65		17 319,65	17 319,65
<b>Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés</b>	<b>170 910,00</b>	<b>6 000,00</b>	<b>164 910,00</b>	<b>170 910,00</b>
<b>Immobilisations Financières</b>				
Participations et Créances rattachées	1 221,00		1 221,00	1 201,50
Prêts	30 561,28		30 561,28	8 919,29
Autres	1 399,22		1 399,22	725,00
<b>TOTAL (I)</b>	<b>5 975 497,69</b>	<b>3 786 520,24</b>	<b>2 188 977,45</b>	<b>2 108 222,78</b>
<b>ACTIF CIRCULANT</b>				
<b>Créances</b>				
Créances clients, usagers et comptes rattachés	51 793,79		51 793,79	64 547,55
Créances reçues par legs ou donations	134 706,29		134 706,29	155 016,04
Autres	287 412,62	5 514,81	281 897,81	175 320,35
<b>Valeurs mobilières de placement</b>	<b>5 412 402,39</b>	<b>16 061,83</b>	<b>5 396 340,56</b>	<b>4 931 055,73</b>
<b>Instruments de trésorerie</b>	<b>129,69</b>		<b>129,69</b>	<b>30 553,92</b>
<b>Disponibilités</b>	<b>1 407 187,62</b>		<b>1 407 187,62</b>	<b>1 884 728,99</b>
<b>Charges Constatées d'avance</b>	<b>7 131,45</b>		<b>7 131,45</b>	<b>18 960,29</b>
<b>TOTAL (II)</b>	<b>7 300 763,85</b>	<b>21 576,64</b>	<b>7 279 187,21</b>	<b>7 260 182,87</b>
<b>Frais d'émission des emprunts (III)</b>				
<b>Primes de remboursement des emprunts (IV)</b>				
<b>Ecarts de conversion actif (V)</b>				
<b>TOTAL GÉNÉRAL (I+II+III+IV+V)</b>	<b>13 276 261,54</b>	<b>3 808 096,88</b>	<b>9 468 164,66</b>	<b>9 368 405,65</b>



**BILAN PASSIF**

EXERCICE : Du 01/01/2023 Au 31/12/2023

Période N-1 du 01/01/2022 Au  
31/12/2022

	MONTANT	N-1
<b>FONDS PROPRES</b>		
<b>Fonds propres sans droit de reprise</b>		
Fonds statutaires	3 861 086,90	3 862 171,42
<b>Fonds propres avec droit de reprise</b>		
Réserves pour projet de l'entité	534 856,17	535 493,01
Report à nouveau	3 355 530,83	3 050 031,85
Excédent ou déficit de l'exercice	139 195,92	303 777,62
Subventions d'investissement	24 643,00	17 425,89
<b>TOTAL (I)</b>	<b>7 915 312,82</b>	<b>7 768 899,79</b>
<b>FONDS REPORTES ET DEDIES</b>		
Fonds reportés liés aux legs ou donations	305 616,29	364 404,75
Fonds dédiés	378 891,40	359 821,40
<b>TOTAL (II)</b>	<b>684 507,69</b>	<b>724 226,15</b>
<b>PROVISIONS</b>		
Provisions pour risques	640,00	
Provisions pour charges	3 300,00	3 300,00
<b>TOTAL (III)</b>	<b>3 940,00</b>	<b>3 300,00</b>
<b>DETTES</b>		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	14 703,17	28 476,39
Emprunts et dettes financières diverses	626 180,12	590 198,37
Dettes Fournisseurs et Comptes rattachés	71 653,80	51 476,11
Dettes des legs ou donations	2 956,61	2 956,61
Dettes fiscales et sociales	119 005,72	115 484,53
Autres dettes	24 988,65	83 387,62
Produits constatés d'avance	4 916,00	
<b>TOTAL (IV)</b>	<b>864 404,07</b>	<b>871 979,63</b>
<b>Ecart de conversion passif (V)</b>		
COMPTES DE LIAISON	0,08	0,08
<b>TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V+VI)</b>	<b>9 468 164,66</b>	<b>9 368 405,65</b>





**COMPTE DE RESULTAT - CHARGES ET PRODUITS**

EXERCICE : Du 01/01/2023 Au 31/12/2023

Période N-1 du 01/01/2022 Au  
31/12/2022

	MONTANT	% P.R.	N-1	% P.R.	VARIATION	%
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>						
Cotisations	23,00		18,00		5,00	28
<b>Ventes de biens et services</b>						
Ventes de biens	273 290,47		248 390,96		24 899,51	10
dont ventes de dons en nature	22 786,64		22 661,89		124,75	1
Ventes de prestations de service	308 537,46		253 242,90		55 294,56	22
<b>Produits de tiers financeurs</b>						
Concours publics et subventions d'exploitation	12 576,97		4 319,00		8 257,97	191
<b>Ressources liées à la générosité du public</b>						
Dons manuels	1 100 888,40		1 122 793,33		-21 904,93	-2
Mécénats	268 204,10		257 657,89		10 546,21	4
Legs, donations et assurances-vie	64 752,73		364 717,64		-299 964,91	-82
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	69 331,63		144 965,69		-75 634,06	-52
Utilisations des fonds dédiés	63 630,66		232 596,37		-168 965,71	-73
Autres produits	338 195,49		384 411,03		-46 215,54	-12
<b>Total I</b>	<b>2 499 430,91</b>		<b>3 013 112,81</b>		<b>-513 681,90</b>	<b>-17</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>						
Achats de marchandises	133 858,85		129 682,50		4 176,35	3
Autres achats et charges externes	1 162 761,84		1 116 557,12		46 204,72	4
Aides financières	10 650,92		13 109,12		-2 458,20	-19
Impôts, taxes et versements assimilés	45 635,89		61 330,15		-15 694,26	-26
Salaires et traitements	770 687,74		824 024,20		-53 336,46	-6
Charges sociales	200 700,46		294 033,41		-93 332,95	-32
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	185 427,93		226 703,59		-41 275,66	-18
Reports en fonds dédiés	23 912,20		69 025,28		-45 113,08	-65
Autres charges	8 906,12		47 733,50		-38 827,38	-81
<b>Total II</b>	<b>2 542 541,95</b>		<b>2 782 198,87</b>		<b>-239 656,92</b>	<b>-9</b>
<b>I. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)</b>	<b>-43 111,04</b>		<b>230 913,94</b>		<b>-274 024,98</b>	<b>-119</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>						
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	40 985,53		63 477,84		-22 492,31	-35



**COMPTE DE RESULTAT - CHARGES ET PRODUITS**

EXERCICE : Du 01/01/2023 Au 31/12/2023

Période N-1 du 01/01/2022 Au  
31/12/2022

	MONTANT	% P.R.	N-1	% P.R.	VARIATION	%
Autres intérêts et produits assimilés	22 067,86		8 293,95		13 773,91	166
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	11 564,28		17 980,98		-6 416,70	-36
Total III	74 617,67		89 752,77		-15 135,10	-17
<b>CHARGES FINANCIERES</b>						
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions			12 331,05		-12 331,05	-100
Intérêts et charges assimilées	1 547,71		1 911,68		-363,97	-19
Total IV	1 547,71		14 242,73		-12 695,02	-89
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	73 069,96		75 510,04		-2 440,08	-3
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	29 958,92		306 423,98		-276 465,06	-90
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>						
Sur opérations de gestion	106 362,91		22 665,64		83 697,27	369
Sur opérations en capital	16 562,77		91 407,11		-74 844,34	-82
Total V	122 925,68		114 072,75		8 852,93	8
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>						
Sur opérations de gestion	7 989,54		8 839,23		-849,69	-10
Sur opérations en capital	3 430,14		107 329,88		-103 899,74	-97
Total VI	11 419,68		116 169,11		-104 749,43	-90
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	111 506,00		-2 096,36		113 602,36	-5419
Participation des salariés aux résultats (VII)						
Impôts sur les bénéfices (VIII)	2 269,00		550,00		1 719,00	313
Total des produits (I + III + V)	2 696 974,26		3 216 938,33		-519 964,07	-16
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	2 557 778,34		2 913 160,71		-355 382,37	-12
EXCEDENT OU DEFICIT	139 195,92		303 777,62		-164 581,70	-54
<b>CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>						
Dons en nature						
Prestations en nature						
Bénévolat						
<b>CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE</b>						
Secours en nature						
Mises à disposition gratuite de biens						
Prestations en nature						
Personnel bénévole						



# ASSOCIATION DIOCÉSAINE DE LANGRES

## ANNEXE AUX COMPTES ANNUELS

**Année 2023**

Annexe au bilan avant répartition de l'exercice clos le 31 décembre 2023, dont le total est de 9 468 164 € et au compte de résultat de l'exercice, présenté sous forme de liste et dégageant un bénéfice de 139 196 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 01/01/2023 au 31/12/2023

Les notes indiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

Ces comptes annuels ont été établis le 26/06/2023 par les dirigeants de l'association.



## SOMMAIRE

1. Objet Social
2. Faits caractéristiques de l'exercice.
3. Événements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice.
4. Dérogations éventuelles.
5. Règles et méthodes comptables.
6. Changement de méthodes
7. Immobilisations corporelles et incorporelles
8. État des échéances des créances et des dettes.
9. Dépréciation des valeurs mobilières de placement.
10. Produits à recevoir.
11. Charges à payer.
12. Charges et produits constatés d'avance.
13. Charges à répartir sur plusieurs exercices.
14. Informations sur les Fonds Propres
15. Périmètre d'intégration et description de la méthode d'intégration.
16. Tableau des effectifs.
17. Information sur les legs.
18. Engagements hors bilan donnés ou reçus
19. Etat séparé des avantages et ressources provenant de l'étranger
20. Autres informations



## **1. Objets Social**

**Art. 2** – L'Association a pour but de subvenir aux frais et à l'entretien du culte catholique, sous l'autorité de l'évêque, en communion avec le Saint-Siège, et conformément à la constitution de l'Eglise catholique.

Le fonctionnement de l'Association sera donc réglé par les présents statuts et en conformité avec les lois canoniques.

En cas de difficultés, le président de l'Association aura soin d'en informer le Saint-Siège.

**Art. 3** – Par l'application de l'article 2 ci-dessus, l'Association se propose, en particulier, les objets suivants :

1. l'acquisition ou la location et l'administration des édifices qu'elle jugera opportun d'avoir à sa disposition en vue de l'exercice public du culte catholique dans le diocèse ;
2. l'acquisition ou la location et l'administration des immeubles destinés au logement de l'évêque, des bureaux de l'évêché, des curés et des vicaires, ainsi que des prêtres âgés ou infirmes ;
3. pourvoir au traitement d'activité et, éventuellement, de retraite des ecclésiastiques occupés au ministère par nomination de l'autorité compétente, ainsi qu'aux honoraires dus aux prédicateurs et aux salaires des employés de l'Eglise ;
4. l'acquisition ou la location et administration temporelle du Séminaire et ses annexes.

Les ressources de l'association sont :

- 1/ les cotisations de ses membres
- 2/ les produits des troncs ainsi que des quêtes et collectes autorisées par l'Evêque pour les besoins de l'association
- 3/ les revenus des fondations pour cérémonies et services religieux
- 4/ dans les églises dont l'association est propriétaire, l'administration ou la jouissance, les rétributions ou les offrandes, notamment à l'association des cérémonies et services religieux
- 5/ le revenu de ses biens meubles et immeubles
- 6/ les produits des dons, des legs et généralement toutes les ressources qui ne sont pas interdites par la loi

Enfin, la plupart des lieux de Culte font l'objet d'une affectation perpétuelle à l'Evêque ou aux curés pour l'exercice du culte.

L'association diocésaine de Langres reste néanmoins propriétaire de quelques lieux de culte dont elle assume l'entretien.

## **2. Faits caractéristiques de l'exercice.**

L'année 2023 s'est terminée par un résultat bénéficiaire de 139 195.92€, dont 57 156.91€ pour la Curie.

Elle a été marquée par les faits suivants :

- au niveau immobilier, pas de cession de biens
- les investissements immobiliers ont été de 241 073€.



- au niveau financier, il n'y a pas eu de mouvements singulier

- au niveau exceptionnel, les produits représentent 108 949.54 € dont 103 786.7 € de dégrèvement de taxe foncière et d'indemnisation.

Au niveau du personnel, il y a eu

2 départs :

- de la directrice des pèlerinages
- d'une LME (Laïc en Mission Ecclésiale)

et l'arrivée de 2 coordinatrices pastorales

L'effectif au 31/12/2023 est en baisse avec 18 salariés (2 inscrits en moins) pour 13.44 Equivalents Temps Pleins (ETP).

### **3. Événements significatifs postérieurs à la clôture de l'exercice.**

Arrivée d'un nouvel économe diocésain en remplacement du départ à la retraite de son prédécesseur.

### **4. Dérogations éventuelles.**

Aucunes.



### **5. Règles et méthodes comptables.**

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2023 ont été établis et présentés conformément :

- aux dispositions du règlement ANC n°2014-03 relatif au plan comptable général (art. 833-1 à 833-20)
- aux dispositions particulières figurant dans le règlement ANC n°2018-06 modifié par le règlement ANC n° 2020-08.
- aux dispositions particulières figurant dans le règlement ANC 2019-04 du 8 novembre 2019.

Ces règlements succèdent au règlement CRC 99-01 et sont applicables aux exercices ouverts à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2020.

Le passage du règlement CRC n° 99-01 aux règlements ANC n°2018-06 et 2019-04 engendre des changements de méthodes nécessitant des informations spécifiques ci-après mentionnées.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation,
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre,
- Indépendance des exercices,

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

## 6. Changement de méthodes.

Pas de changement sur l'exercice.

## 7. Immobilisations corporelles et incorporelles.

Distinction charges/immobilisations :

Un seuil de 3.800 € a été défini par les services de l'éconamat de l'association diocésaine de Langres afin d'enregistrer les dépenses des paroisses excédants ce seuil en immobilisation.

Les immeubles inscrits à l'actif du bilan de la curie diocésaine comprennent à la fois les immeubles diocésains et les immeubles paroissiaux.

Depuis l'exercice 2020, les dépenses immobilisées en provenance des paroisses sont tout d'abord comptabilisées dans un compte de Liaison 181 au niveau de la comptabilité paroissiale, la curie prend en compte les investissements réalisés par les paroisses dans ses comptes en utilisant un compte de liaison qui se trouve soldé lors des écritures d'annulation des opérations réciproques.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

• Gros œuvre	40 ans
• Toitures et fenêtres	30 ans
• Agencements, électricité et plomberie	20 ans
• Aménagements	2 à 20 ans
• Matériels	4 à 10 ans
• Mobilier	5 à 10 ans
• Matériel de bureau et informatique	1 à 4 ans

Les biens immobiliers font l'objet d'un éclatement, soit forfaitaire (50% gros œuvre, 25% toiture + fenêtres, 25% électricité + plomberie + agencement) pour les biens anciens, soit en éléments plus précis d'après les factures correspondantes pour les biens plus récents (gros œuvre, toiture, menuiserie, électricité, plomberie, papier/peinture ...).



# Etats de l'Actif Immobilisé 2023



CADRE A : IMMOBILISATIONS		Valeur brute en début d'exercice	Augmentations		
			Par virt ou apport partiel d'actif	Acquisitions créations	
Frais d'établissement TOTAL 1					
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2		420 623			
Terrains		285 257			
Constructions sur sol propre		4 804 080		207 802	
Constructions sur sol d'autrui		141 860			
Constructions, installations générales, agencement.		0			
Installations techniques, matériel et outillage ind.		0			
Installations générales & aménagements divers		0			
Matériel de transport		19 550			
Matériel de bureau et informatique, mobilier		327 413		33 271	
Emballages récupérables et divers		0			
Immobilisations corporelles en cours		17 320			
Biens reçus des Legs		170 910		0	
TOTAL 3		5 766 390	0	241 073	
Participations évaluées par mise en équivalence					
Autres participations		1 202		20	
Autres titres immobilisés		0			
Prêts & autres immobilisations financières		9 644		26 574	
TOTAL 4		10 846		26 594	
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)		6 197 859	0	267 667	
CADRE B IMMOBILISATIONS		Diminutions		Valeur brute des immobilisations	Réévaluation légale ou évaluation par mise en équivalence
		Par virement	Par cession ou mise au rebut	en fin d'exercice	Valeur d'origine des immobilisations en fin d'exercice
Frais d'établissement TOTAL 1					
Autres postes d'immo. incorporelles TOTAL 2			396 032	24 591	
Terrains				285 257	
Constructions	sur sol propre		34 366	4 977 516	
	sur sol d'autrui			141 860	
	Inst. gales., agencts. et am. const.			0	
Installations techniques matériel et outillage				0	
Autres immo. corporelles	Installations générales, agencements & aménagements div.			0	
	Matériel de transport			19 550	
	Matériel de bureau & informatique		55 373	305 311	
	Emballages récupérables & divers			0	
Immobilisations corporelles en cours				17 320	
Avances & acomptes					
Biens reçus des Legs				170 910	
TOTAL 3		0	89 739	5 917 724	
Participations évaluées par mise en équivalence				0	
Autres participations				1 221	
Autres titres immobilisés				0	
Prêts & autres immobilisations financières			4 258	31 960	
TOTAL 4			4 258	33 181	
TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3+4)		0	490 029	5 975 496	



## Etat des amortissements 2023

CADRE A		SITUATIONS ET MOUVEMENTS DE L'EXERCICE			
Immobilisations amortissables		Montant début d'exercice	Augmentations	Diminutions	Montant fin d'exercice
Frais d'établissement et de développement <b>TOTAL 1</b>					
Autres immobilisations incorporelles <b>TOTAL 2</b>		410 722 410 722	9 901 9 901	396 032 396 032	24 591 24 591
Terrains					
Constructions	sur sol propre	3 307 645	136 741	32 216	3 412 170
	sur sol d'autrui	74 296	9 916		84 212
	installations générales				0
Installations techniques, matériel et outillage industriels					0
Autres immobilisations corporelles	Aménagements divers				0
	Matériel de transport	14 523	1 600	0	16 123
	matériel de bureau	282 450	16 347	55 373	243 424
	emballages récupérables				
Biens reçus par Legs			6 000		6 000
<b>TOTAL 3</b>		<b>3 678 914</b>	<b>170 603</b>	<b>87 589</b>	<b>3 761 928</b>
<b>TOTAL GÉNÉRAL (1+2+3)</b>		<b>4 089 637</b>	<b>180 504</b>	<b>483 621</b>	<b>3 786 520</b>

## 8. État des échéances des créances et des dettes 2023.

CADRE A	ÉTAT DES CRÉANCES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an
Prêts		30 561,28	26 849,99	3 711,29
Autres immobilisations financières		1 399,22		1 399,22
Clients douteux ou litigieux				
Autres créances clients		51 793,79	51 793,79	
Personnel et comptes rattachés		212,00	212,00	
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		0,00	0,00	
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices			
	Autres impôts, taxes et versements assimilés	0,00	0,00	
	Divers			
Fournisseurs débiteurs		4 135,50	4 135,50	
Débiteurs divers (dont créances relatives à des opérations de pension de titres)		168 653,76	168 653,76	
Produits à recevoir		249 117,64	249 117,64	
Charges constatées d'avance		7 131,45	7 131,45	
<b>TOTAUX</b>		<b>513 004,64</b>	<b>507 894,13</b>	<b>5 110,51</b>



CADRE B	ÉTAT DES DETTES	Montant brut	À un an au plus	À plus d'un an et 5 ans au plus	À plus de cinq ans
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	à 2 ans max. à l'origine	14 703,17	10 355,67	4 347,50	
	à plus de 2 ans à l'origine				0,00
Emprunts et dettes financières divers		248 036,05			248 036,05
Fournisseurs et comptes rattachés		71 653,80	71 653,80		
Personnel et comptes rattachés					
Sécurité sociale et autres organismes sociaux		111 721,33	111 721,33		
État et autres collectivités publiques	Impôt sur les bénéfices				
	Autres impôts, taxes et assimilés	7 284,39	7 284,39		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés					
Autres dettes (Messes à célébrer + carnets de Lourdes)		295 778,15	295 778,15		
Autres Charges à payer et cptes à régulariser		115 227,18	115 227,18		
Produits constatés d'avance		0,00	0,00		
<b>TOTAUX</b>		<b>864 404,07</b>	<b>612 020,52</b>	<b>4 347,50</b>	<b>248 036,05</b>

### 9. Dépréciation des valeurs mobilières de placement.

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Les dépréciations des valeurs mobilières de placement comprennent également les provisions constatées sur les autres supports monétaires.

Le montant total des dépréciations constatées au 31/12/2023 s'élève à 12 102.08 €

Le montant des plus-values latente liées aux valeurs mobilières de placement représente 972 486€ contre 916 108 € au 31/12/2022.

### 10. Produits à recevoir 2023.

Poste	Montant
Créances rattachées à des participations	
Autres immobilisations financières	
Créances clients et comptes rattachés	
Autres créances	249 117,64
Disponibilités	
<b>TOTAL</b>	<b>249 117,64</b>



### 11. Charges à payer 2023.



Poste	Montant
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	41 591,71
Dettes fiscales et sociales	37 076,47
Autres dettes	24 717,40
<b>TOTAL</b>	<b>103 385,58</b>

### 12. Charges et produits constatés d'avance 2023.

Poste	Charges	Produits
Charges / Produits d'exploitation	7 131,45	4 916,00
Charges / Produits financiers	0,00	0,00
Charges / Produits exceptionnels	0,00	0,00
<b>TOTAL</b>	<b>7 131,45</b>	<b>4 916,00</b>

### 13. Charges à répartir sur plusieurs exercices.

Aucune.

### 14. Informations sur les Fonds Propres

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS PROPRES					
Variation des fonds propres	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture de l'exercice 31/12/2023
Fonds propres sans droit de reprise	3 862 171	-1 085	0		3 861 087
Réserves	535 493	-637	0		534 856
Report à nouveau	3 050 032	305 499			3 355 531
Excédent ou déficit de l'exercice	303 778	-303 778	139 196		139 196
<b>Situation nette</b>	<b>7 751 474</b>	<b>0</b>	<b>139 196</b>	<b>0</b>	<b>7 890 670</b>
Fonds reportés liés aux Legs	364 405		4 842	27 744	305 616
Fonds dédiés	359 821		19 070	0	378 891
<b>TOTAL</b>	<b>8 475 700</b>	<b>0</b>	<b>163 108</b>	<b>27 744</b>	<b>8 575 178</b>

L'augmentation des fonds propres est essentiellement due à l'apport de l'excédent de l'exercice et d'un fonds dédié à l'église de Bugnières.

### **15. Périmètre d'intégration et description de la méthode d'intégration.**

Les comptes de l'Association Diocésaine comprennent : les services généraux et administratifs, les services des Pèlerinages, des Vocations, les Aumôneries de l'Enseignement Public, les Aumôneries des hôpitaux, la revue La Vie Diocésaine, l'Hospitalité de Lourdes, les services de Pastorale des Jeunes, ainsi que les Services de la Formation Permanente, de la Pastorale de la Santé, de la Pastorale de la Famille, de la Pastorale Liturgique et Sacramentelle, de la Chancellerie, du Catéchuménat et de la Communication qui n'ont pas de comptabilité indépendante.

Les comptes des 31 paroisses et de 4 ensembles inter-paroissiaux sont agrégés aux comptes de la Curie Diocésaine afin de former les comptes annuels de l'Association Diocésaine. Afin d'éviter une double comptabilisation de certaines opérations, toutes les opérations réciproques significatives sont retraitées.

### **16. Tableau des effectifs en 2023.**

CATEGORIES	EFFECTIF			EFFECTIF EQUIVALENT Temps Plein
	Hommes	Femmes	Total	
Prêtres	33		33	33
Laïcs	3	15	18	13.44
<b>TOTAL</b>	<b>36</b>	<b>15</b>	<b>51</b>	<b>48 1/2</b>

### **17. Information sur les legs.**

Les legs enregistrés en produits sont ceux qui ont été authentifiés par acte notarié et accepté par le CA de l'ADL.

- Les actifs et passifs provenant de legs ou donations sont enregistrés au bilan, dès la date d'acceptation ou à la date d'entrée en jouissance de la libéralité si celle-ci est postérieure, ou à la date de levée de la dernière condition suspensive. La contrepartie est inscrite en produits, sauf s'il existe une stipulation de l'auteur de la libéralité de renforcer les fonds propres de l'association.
- A la clôture de l'exercice, les libéralités constatées en produits au cours de l'exercice et dont certains actifs à céder ne sont pas encore réalisés ou certains actifs financiers n'ont pas été reçus ou transférés donnent lieu à une écriture au passif du bilan en fonds reportés, avec pour contrepartie une charge. Ces fonds seront repris et constatés en produits au cours des exercices suivants, au fur et à mesure des encaissements et décaissements liés à la réalisation de la libéralité.
- La partie des libéralités constatées en produits au cours de l'exercice et affectée par l'auteur de la libéralité à un projet particulier et défini, qui n'est pas encore utilisée à la clôture de l'exercice, est inscrite au passif du bilan en fonds dédiés, avec pour contrepartie une charge.





## Présentation des legs dans les comptes annuels :

Le règlement ANC n°2018-06 prévoit des comptes et rubriques spécifiques s'agissant des legs et donations (hors donation temporaire d'usufruit).

S'agissant du compte de résultat, les charges et produits liés aux libéralités sont présentés en net dans la rubrique « legs, donations et assurances-vie » qui regroupe les comptes suivants :

PRODUITS DES LEGS	MONTANTS
Montant perçu au titre d'assurancesvie	59 911 €
Montant de la rubrique de produits « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	4 842 €
Prix de vente des biens reçus par legs ou donations	239 €
Reprise des dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	27 744 €
Utilisation des fonds reportés liés aux legs ou donations	63 631 €
<b>TOTAL PRODUITS</b>	<b>156 366 €</b>
<b>CHARGES DES LEGS</b>	
Valeur nette comptable des biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	0 €
Dotation aux dépréciations d'actifs reçus par legs ou donations destinés à être cédés	6 000 €
Montant de la rubrique de charges « Legs ou donations » définie à l'article 213-9	4 560 €
Report en fonds reportés liés aux legs ou donations	4 842 €
<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>15 403 €</b>
<b>RESULTAT DES LEGS</b>	<b>140 963 €</b>



S'agissant du bilan, les legs et donations sont présentés dans les rubriques spécifiques suivantes : 2

<b>ACTIF</b>	<b>Valeur Brute</b>	<b>Dépréciations</b>	<b>Valeur Nette</b>
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	170 910	6 000	164 910
Créances reçues par legs ou Donations	134 706	0	134 706
Trésorerie issue des legs assortis de conditions d'utilisation	378 891	0	535 132
<b>Total actif lié aux legs et donations</b>	<b>684 507</b>	<b>37 043</b>	<b>647 464</b>
<b>PASSIF</b>	<b>Montants</b>		
Fonds dédiés ou reportés	305 616		
Dettes des Legs ou donations	2 957		
Provision sur charges	3 300		
<b>Total passif lié aux legs et donations</b>	<b>311 873</b>		

L'exhaustivité des charges et produits engagés tout au long de la réalisation définitive des legs ou donations n'a pu être enregistrée car les éléments (relevés de comptes des opérations enregistrées chez les notaires en charge des dossiers) ne nous sont pas parvenus à la date d'arrêt des comptes.

#### **18. Engagements hors bilan donnés ou reçus.**

Non significatif

#### **19. Etat séparé des avantages et ressources en provenance de l'étranger**

Règlement n°2022-04 du 30 juin 2022

<b>Etat du contributeur</b>	<b>Montant total des avantages et des ressources</b>
Suisse	10 000,00 €



#### **20. Autres informations**

L'Association Diocésaine de Langres bénéficie en outre de l'assistance de très nombreuses personnes bénévoles. L'Association Diocésaine n'a pas valorisé ce bénévolat car ces contributions ne peuvent être évaluées avec suffisamment de fiabilité quant au nombre de personnes concernées et d'heures effectuées.

La CEF a émis début 2021 une première recommandation sur la présentation de la contribution des bénévoles (CVN), introduite par le Nouveau Règlement comptable 2018-06. La Commission Financière et le Conseil Permanent de la CEF ont précisé la recommandation sur les CVN dans les termes suivants :

*Au sujet des dispositions de l'article 211-4 du règlement 2018-06, la Conférence des Evêques de France considère que les missions bénévoles réalisées en Église résultent du statut de baptisés qu'elles ne font que traduire en actes.*

*En conséquence, le recensement et la valorisation de ces missions bénévoles dans les comptes des Associations Diocésaines ne seraient pas compatibles avec ce statut.*

*Elle recommande donc de ne pas comptabiliser ces missions et d'en faire une simple mention dans l'annexe.*

Au 31/12/2023, le montant estimé des Bénévoles présents sur le diocèse est d'environ 700 personnes et n'a pas été réévalué depuis.

